

Note de conjoncture

> L'analyse économique de FranceAgriMer



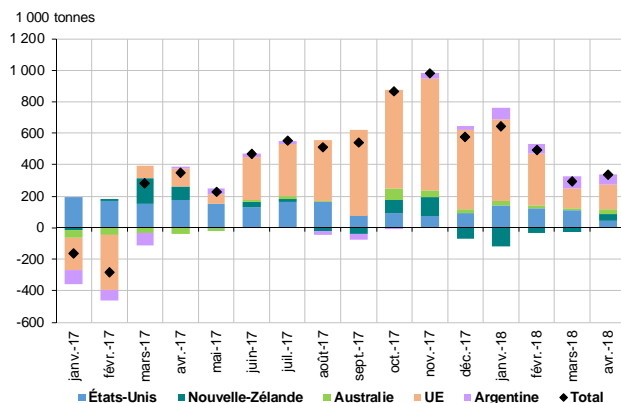
• Juin 2018

Marché mondial

La croissance de la collecte mondiale ralentit

Sur les quatre premiers mois de l'année 2018, la collecte « mondiale » (des cinq principaux pays exportateurs : Argentine, Australie, États-Unis, Nouvelle Zélande, Union européenne) affiche une progression de 1,9 % par rapport à 2017, ce qui représente un volume supplémentaire de 1,83 million de tonnes. On observe toutefois un ralentissement de la croissance sur les mois de mars et avril, en lien avec celui de la collecte de l'Union européenne.

Écarts mensuels de collecte (n – (n-1))



Sources : Eurostat, USDA, DCANZ, Dairy Australia, Clal.it

Aux **États-Unis**, la collecte est orientée à la hausse, comme c'est le cas depuis janvier 2014, malgré un repli du prix du lait payé aux producteurs depuis décembre 2017. En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, la croissance s'est établie à +1,3 % (+ 416 milliers de tonnes), mais elle semble néanmoins marquer le pas en avril où elle n'est « que » de +0,6 %.

Même si les volumes restent encore en deçà de ce qu'ils étaient entre 2014 et 2016, la collecte **australienne** se redresse depuis le début de la campagne 2017/18 (qui court de juillet à juin) : en cumul sur janvier-avril 2018, la hausse est de 3,6 %, soit de 98 milliers de tonnes.

La production laitière **néozélandaise** a été fortement impactée par la sécheresse qui a touché le pays en décembre et janvier et qui a eu des conséquences immédiates sur la production mais également à moyen terme, sur la pousse de l'herbe. Ainsi, au 1^{er} trimestre 2018, la collecte a reculé de 2,9 % par rapport à la même période de 2017. La tendance s'est finalement inversée sur la fin de campagne, aux mois d'avril (+ 2,9 %) et mai (+ 6,2 %). En cumul sur cinq mois, le repli n'est plus que de 1 % (soit de 89 milliers de tonnes). La production est soutenue par un prix du lait quasiment stable et supérieur à celui payé en 2017 de 2,66 à 2,08 NZ\$ / 100 kg.

En **Argentine**, après deux années de fort repli de la collecte, la tendance s'est inversée : en cumul sur janvier – avril, la hausse est de 9,4 % (+ 264 milliers de tonnes).

Le marché des produits laitiers tiré par une demande mondiale dynamique

Sur les quatre premiers mois de l'année, les exportations des quatre principaux exportateurs (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis et Union européenne – *les données de l'Argentine ne sont disponibles que sur deux mois*), qui illustrent bien la tendance globale des échanges sur le marché mondial, ont enregistré des hausses pour les quatre principaux produits industriels : beurre (+ 5,1 % en cumul sur 4 mois pour les 4 pays), poudre de lait écrémé (+ 14,2 %), poudre grasse (+ 8,0 %) et fromages (+ 0,7 %).

Les exportations de **poudre de lait écrémé** poursuivent leur évolution haussière observée en 2017 (+ 10,0 %) et les quatre pays ont développé leurs ventes : + 6,7 % pour la Nouvelle-Zélande, + 27,1 % pour les États-Unis, + 13,3 % pour l'Australie, + 7,8 % pour l'Union européenne. La demande vient d'abord d'Asie : Chine, dont les achats en provenance de l'Océanie sont en hausse, et Asie du Sud-Est en général (Singapour, Malaisie, Indonésie, Vietnam, Philippines, Thaïlande), mais également du Mexique où les États-Unis ont repris des parts de marché.

Après un repli en 2017, les exportations de **poudre grasse** se sont redressées sur les quatre premiers mois de 2018. Ces ventes sont tirées par la Nouvelle-Zélande (+ 10,7 %) qui s'est emparée du marché algérien : elle a doublé ses expéditions vers cette destination, ce qui représente 33 200 tonnes supplémentaires soit 69 % de la hausse totale des exportations néozélandaises. Le Vietnam a également accru ses achats de poudre grasse néozélandaise, compensant le repli constaté vers la Chine. Celle-ci s'est tournée vers les poudres américaines, multipliant par cinq les volumes importés des États-Unis. Ces derniers ont augmenté leurs exportations totales de poudre grasse de 86 %. Une forte hausse est également notable pour l'Australie (+ 34 %) grâce notamment à la demande chinoise.

Lors des deux premiers mois de l'année, les exportations de **beurre** sont restées alignées sur les bas niveaux de 2017 mais mars et avril ont été caractérisés par une reprise des ventes. La plus forte augmentation est celle des États-Unis, que ce soit en volume (+ 7 900 tonnes exportées) ou en pourcentage (+ 91 %). Les hausses sont moins prononcées en Nouvelle-Zélande (+ 2,2 %) et dans l'Union européenne (+ 1,6 %) alors que l'Australie peine toujours à répondre à la demande (- 1,5 %). Les États-Unis se sont tournés vers leurs voisins (Mexique et Canada) pour écouler leurs volumes de beurre tandis que la Nouvelle-Zélande est allée approvisionner la Chine, les Émirats arabes unis et l'Égypte.

En ce qui concerne les **fromages**, les volumes exportés sur le début d'année 2018 collent aux hauts niveaux de 2017. Les États-Unis sont responsables de la totalité de la hausse des volumes exportés (+ 13,3 %, soit + 14 380 tonnes) et compensent même les replis des ventes australiennes (- 4,6 %) et néozélandaises (- 7,3 %). Comme pour les autres produits, le pays a développé ses exportations vers le Mexique, mais pas uniquement : le Japon, la Corée du Sud et la Chine ont augmenté leurs achats de fromages étatsuniens. Le Japon est particulièrement demandeur de fromages puisqu'il a également développé ses approvisionnements auprès des deux pays océaniques.

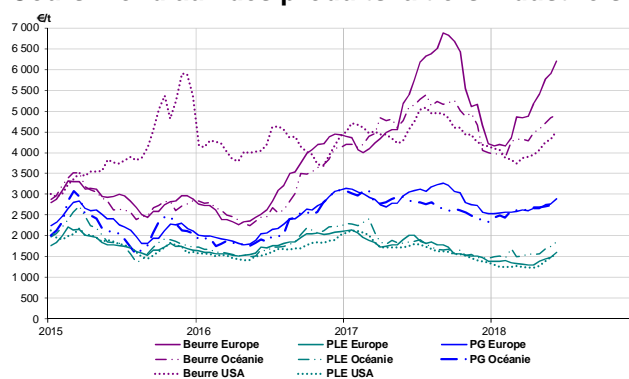
Un redressement général des cours mondiaux des produits laitiers

Les cours du **beurre** se sont orientés à la hausse plus précocement qu'en 2017 et s'achèment vers les niveaux historiques atteints l'an passé, notamment en Europe : + 11,6 % en cumul sur 23 semaines, avec des prix qui atteignent quasiment 6 200 €/t en semaine 23. Les prix sont également sur une tendance croissante en Océanie et aux États-Unis mais ils restent inférieurs en moyenne aux prix constatés en début d'année 2017, et inférieurs respectivement de 1 300 €/t et 1 700 €/t environ au prix européen en semaine 23. Le recul de la collecte néozélandaise et la croissance plus modérée qu'attendue de celle de l'Union européenne ont créé des tensions sur un marché où la demande est toujours prononcée et où chacun s'attend à voir se reproduire la situation de « pénurie » de 2017. Ainsi, malgré des prix très élevés et moins compétitifs que

chez ses concurrents, l'Union européenne trouve sa place sur le marché export.

Les cours de la **poudre de lait écrémé** décollent des niveaux très bas auxquels ils étaient tombés en début d'année 2018. Selon les zones, ils restent inférieurs de 22 à 30 % en cumul sur 23 semaines aux prix enregistrés sur la même période de 2017 mais affichent une progression de 15 % (en Europe) à 25 % (en Océanie) depuis la semaine 1 de 2018. La demande dynamique sur le marché mondial, supérieure aux fabrications, qui sont en repli en Australie (- 12,4 %) mais en hausse dans l'Union européenne (+ 2,9 %) et aux États-Unis (+ 5,5 %, malgré une baisse de 3,8 % en avril), a permis de soutenir les prix. La remise sur le marché de volumes conséquents de stocks d'intervention communautaires ne semble pas avoir d'impact sur les prix, les ventes concernant des contrats déjà signés et ne pesant donc pas sur le marché.

Cours mondiaux des produits laitiers industriels



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Les cours de la **poudre grasse** suivent les évolutions de ceux du beurre et de la poudre de lait écrémé et progressent depuis le début de l'année (+ 14,9 % en Océanie entre la semaine 1 et la semaine 23, + 14,4 % sur la même période en Europe), mais restent inférieurs en moyenne aux prix de 2017.

Les prix du **fromage** (cheddar, en Océanie) sont également orientés à la hausse : ils ont progressé de 21,8 % entre la semaine 1 et la semaine 23, mais là encore, compte tenu des bas niveaux où ils étaient tombés, ils sont en repli par rapport aux prix de 2017 (- 10,3 % en cumul).

Marché européen

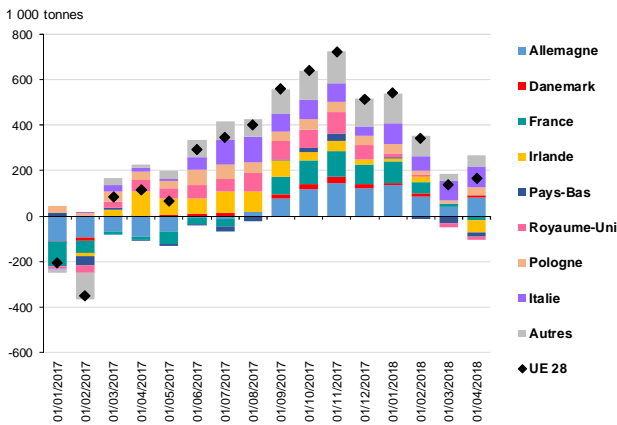
La croissance de la collecte de l'Union européenne plus modérée qu'attendu

Les mois de janvier et février se sont inscrits dans la continuité de ce qui était observé depuis le milieu de l'année 2017, à savoir une forte croissance des volumes collectés. Un ralentissement a pu être constaté au mois de mars (+ 1,0 %) et s'est confirmé au mois d'avril (+ 1,2 %) avec le début de la nouvelle campagne. La météo défavorable du mois de mars a limité la pousse de l'herbe et retardé la sortie des vaches au printemps. En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, la collecte de l'Union européenne a atteint 52,37 millions de tonnes, en

augmentation de 2,3 % par rapport à la même période de 2017 (soit + 1,18 million de tonnes).

Pour la campagne 2017/18, la collecte s'est établie à 155,8 millions de tonnes, en hausse de 3,1 %.

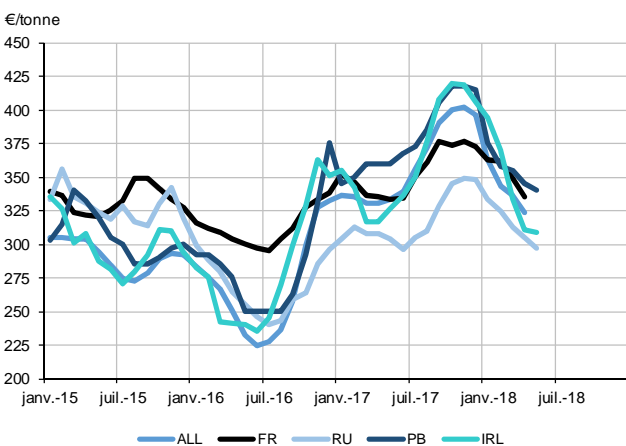
Écarts mensuels de la collecte de l'Union européenne (n – (n-1))



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

La collecte est en repli dans un certain nombre d'États membres : aux Pays-Bas depuis le mois de février, les éleveurs étant contraints de réduire leur production laitière pour respecter la directive phosphates, au Royaume-Uni depuis mars, en Irlande depuis mars également mais avec un repli particulièrement prononcé en avril (- 52,3 milliers de tonnes, soit - 5,9 %), en France au mois d'avril. En revanche, la collecte reste soutenue dans quelques grands pays producteurs laitiers : en Allemagne tout d'abord (+ 3,4 %), en Pologne (+ 3,0 %) et surtout en Italie (+ 8,6 %). Ces trois pays sont responsables des deux tiers de la croissance enregistrée sur les quatre premiers mois de l'année pour l'ensemble de l'Union européenne à 28 (en volume).

Évolution du prix du lait payé au producteur dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

La dégradation des prix du beurre en fin d'année, combinée aux cours bas de la poudre de lait écrémé, le tout dans un contexte de croissance de la collecte, en phase de hausse saisonnière, a entraîné un repli des prix du lait payés aux producteurs. Ainsi, entre novembre 2017 (maximum atteint dans la plupart des pays) et mai 2018, le prix du lait a perdu 109,7 €t en Irlande, 77,5 €/t aux Pays-Bas, 51,9 €/t au Royaume Uni, 78,1 €/t en Allemagne (à avril 2018). La plupart

des prix ont convergé pour tomber entre 350 et 300 €/t en mai ; il est tombé sous la barre des 300 €/t au Royaume-Uni.

Néanmoins, la remontée des cours du beurre comme de la poudre de lait écrémé et le ralentissement de la croissance de la collecte pourraient conduire à une revalorisation du prix lait dans les prochains mois.

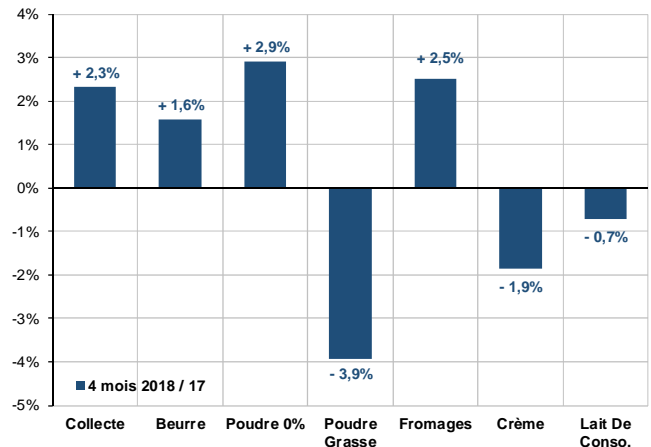
Les fabrications de beurre et de poudre de lait écrémé repartent à la hausse...

La croissance de la collecte dans l'Union européenne a conduit à un développement des fabrications de produits laitiers et certaines tendances se sont inversées par rapport à celles observées en 2017.

C'est notamment le cas pour le **beurre**, dont les fabrications ont augmenté de 1,6 % en cumul sur les quatre premiers mois de 2018 alors qu'elles étaient orientées à la baisse en 2017. Les volumes restent cependant inférieurs à ce qu'ils étaient en 2016 (sur la même période), année de forte croissance. La production de beurre est également limitée par l'utilisation de matière grasse dans les fromages. L'évolution est inverse pour la **poudre grasse**, dont les fabrications, en hausse sur l'année 2017, ont reculé de 3,9 % sur ce début d'année 2018.

La production de **poudre de lait écrémé** continue à se développer : après une croissance de 3,8 % en 2017, elle a augmenté de 2,9 % en cumul sur janvier-avril 2018.

Évolution des fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne entre 2017 et 2018



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Plus en détail, l'Allemagne, premier producteur de beurre, a réduit ses fabrications sur ce produit (- 6,4 %), favorisant celles de poudre grasse (+ 9,9 %) ; c'est la stratégie inverse qui a été adoptée par les Pays-Bas, le pays réduisant ses fabrications de poudre grasse (- 3,1 %) pour lesquelles il est leader au profit de celles de beurre (+ 3,9 %). Hormis l'Allemagne, les quatre autres principaux producteurs de beurre (France, Pologne, Irlande et Pays-Bas) ont développé leurs fabrications : la hausse de ces quatre pays (+ 21,1 milliers de tonnes) est supérieure à celle de l'ensemble de l'UE à 28 (+ 11,7 milliers de tonnes). Sur la poudre de lait écrémé, les quatre premiers fabricants (France, Allemagne, Belgique et Pologne) ont augmenté leurs volumes : la hausse s'établit à 29 milliers de tonnes, soit près de deux fois plus que

pour l'ensemble de l'UE à 28 (+ 15,6 milliers de tonnes).

La croissance se poursuit sur le segment des **fromages** : les fabrications ont augmenté de 2,5 % en cumul sur quatre mois. Sur ce marché porté par une demande dynamique, la majorité des pays de l'Union européenne ont accru leur production. C'est notamment le cas de quatre des cinq premiers producteurs : Allemagne, Italie, Pays-Bas et Pologne, seule la France (2^e producteur) ayant stabilisé ses fabrications.

En revanche, la baisse de la consommation de **lait liquide conditionné** sur le marché européen et les moindres possibilités d'exportation par rapport aux produits de commodités limitent la production : les fabrications accusent un nouveau repli de 0,7 % sur quatre mois, avec des reculs notables au Royaume-Uni, en Allemagne et en France (- 120,5 milliers de tonnes pour ces trois pays, quand la baisse est de 73,3 milliers de tonnes pour l'ensemble de l'UE).

... et trouvent des débouchés sur le marché mondial

Les exportations européennes de **poudre de lait écrémé** vers pays tiers ont progressé de 7,8 % (+ 20 300 tonnes) en cumul sur les quatre premiers mois de l'année. L'Union européenne a bénéficié d'un prix plus compétitif que ses concurrents océaniques et de disponibilités en hausse. Elle a expédié ses volumes vers l'Afrique du Nord (Algérie, Égypte), l'Afrique subsaharienne (Nigéria) et le Moyen-Orient (Émirats arabes unis, Yémen). La concurrence avec l'Océanie et les États-Unis s'est avérée plus rude sur les marchés asiatiques. Les exportations européennes ont reculé vers un certain nombre de destinations : Chine, Japon, Corée du Sud, Philippines, Thaïlande, Vietnam... mais se sont redressées vers la Malaisie et Singapour par exemple.

Les exportations de **poudre grasse** ont en revanche reculé (- 9,4 %), conséquence d'une offre en réduction et de la forte présence de la Nouvelle-Zélande sur ce marché et en particulier sur l'Algérie, un des principaux clients de l'Union européenne. Les volumes de poudre grasse européenne exportés ont de fait diminué de 60 % sur janvier-avril 2018 vers cette destination. L'Égypte, la Libye, le Liban, Oman mais également le Mali et le Sénégal ont permis de compenser partiellement ce repli, ainsi que celui constaté vers d'autres clients (Koweït, République dominicaine, Côte d'Ivoire, Congo, Nigéria entre autres).

Les ventes de **beurre** vers les pays tiers connaissent un léger regain en début d'année 2018 (+ 1,6 %) mais les niveaux restent bas en comparaison à 2016 (- 26 %). L'accès aux marchés chinois, émirati et égyptien a été plus difficile qu'en 2017, en raison de la concurrence de la Nouvelle-Zélande. Mais l'Union européenne s'est tournée vers d'autres marchés en Afrique du Nord (Algérie, Maroc), Proche et Moyen-Orient (Syrie, Arabie saoudite, Koweït, Jordanie) et Asie (Singapour, Indonésie).

Les exportations de **fromages** sont en moyenne stables sur les quatre premiers mois de l'année, mais des reports de volumes peuvent être constatés entre les différents clients de l'Union européenne. Les

ventes ont reculé vers les principaux clients : États-Unis (1^{er} client), Japon (2^e client), qui a acheté plus de fromages aux concurrents de l'Union européenne, Corée du Sud et Arabie saoudite, mais ont progressé vers d'autres destinations : Suisse (3^e destination) et Afrique du Nord (Maroc, Égypte, Libye, Tunisie).

Stocks d'intervention de poudre de lait écrémé : des sorties conséquentes

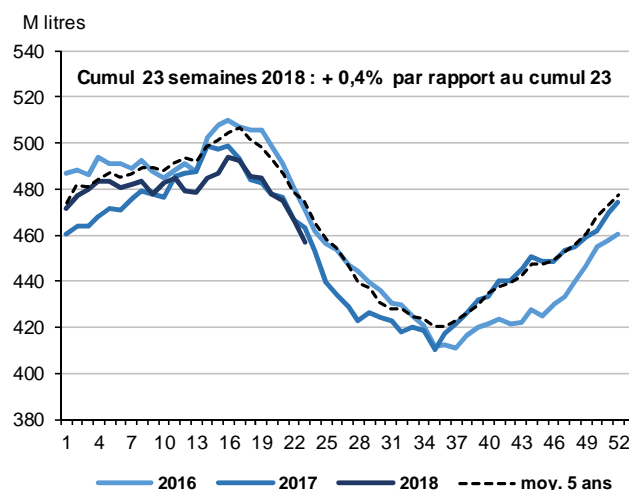
Lors des trois dernières adjudications des mois d'avril à juin, des volumes de plus en plus importants ont été revendus par la Commission européenne : 89 556 tonnes sur les trois mois, soit environ 24 % des stocks. Fait notable, les prix minimum fixés par la Commission européenne lors des adjudications de mai et juin étaient en hausse : 1 155 €/t et 1 195 €/t contre 1 051 €/t en avril, un signe positif pour le marché de la poudre de lait écrémé. Les volumes, bien que conséquents, ont des débouchés et ne semblent pas déséquilibrer le marché, comme en témoigne la remontée du prix de la poudre de lait écrémé dans l'Union européenne depuis le mois d'avril.

Marché français

Un pic de collecte moins marqué que les années précédentes

Les conditions météorologiques difficiles de mars et avril ont eu un impact fort sur la collecte de lait : les volumes ont fortement diminué par rapport aux niveaux de 2017, qui étaient pourtant déjà en retrait par rapport à la moyenne des cinq dernières années : le pic de collecte a été à peine marqué. Depuis le début de la baisse saisonnière, ce sont les fortes pluies des mois de mai et juin qui ont pénalisé la production laitière : les niveaux de collecte collent à ceux de 2017 et sont donc toujours en net repli par rapport aux années précédentes. En cumul sur 23 semaines, la collecte est en hausse de 0,4 %, grâce à la bonne production des deux premiers mois de l'année.

Collecte hebdomadaire française



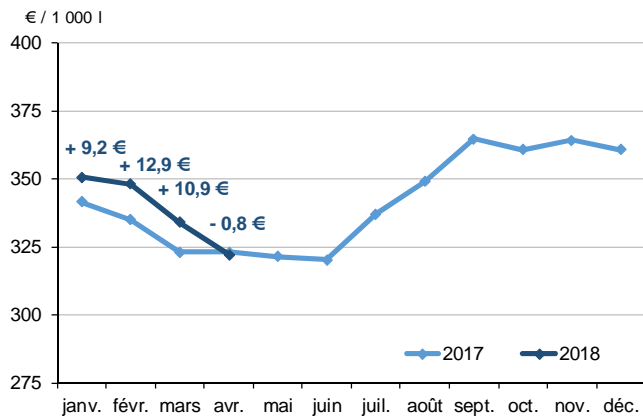
Source : Sondage hebdomadaire, FranceAgriMer

Une dégradation de la « marge » des éleveurs

Les coûts de production (illustrés par l'indice Ipampa lait de vache de l'Idele) sont en hausse depuis le milieu de l'année 2017. En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, ils ont augmenté de 1,3 % par rapport à 2017 ; ce sont plus particulièrement les biens et services d'investissement qui ont progressé (+ 3,2 %), quand les biens et services de consommations intermédiaires affichent une légère hausse (+ 0,7 %). On peut noter les replis du premier poste de coût, les aliments achetés (- 0,7 %), ainsi que des engrais et amendements (- 1,0 %) et des frais généraux (- 0,5 %). Sur le seul mois d'avril 2018, par rapport à avril 2017, tous les postes sont en augmentation.

Dans le même temps, le prix du lait réel conventionnel payé aux producteurs s'est dégradé, repassant dès le mois de février sous la barre des 350 €/1 000 l et tombant à 322,30 €/1 000 l au mois d'avril 2018. Les prix du lait ont suivi les mêmes évolutions que ceux des produits industriels, beurre et poudre de lait : avec le repli de ses prix, le beurre n'a pas pu compenser les faibles cours de la poudre de lait écrémé. En moyenne sur 4 mois, le prix du lait conventionnel est néanmoins supérieur de 8,11 €/1 000 l aux niveaux de 2017 (+ 2,5 %). Ce prix du lait réel conventionnel s'inscrit sur des niveaux inférieurs de 12,40 €/1 000 l (moyenne sur janvier 2017 – avril 2018) aux prix du lait réel toutes qualités (conventionnel, bio, AOP).

Évolution du prix du lait réel conventionnel payé aux producteurs



Source : FranceAgriMer / SSP

Conséquence de l'augmentation des coûts de production et de la dévalorisation du prix du lait, l'indicateur MILC (source Idele) montre une dégradation de la marge des éleveurs laitiers.

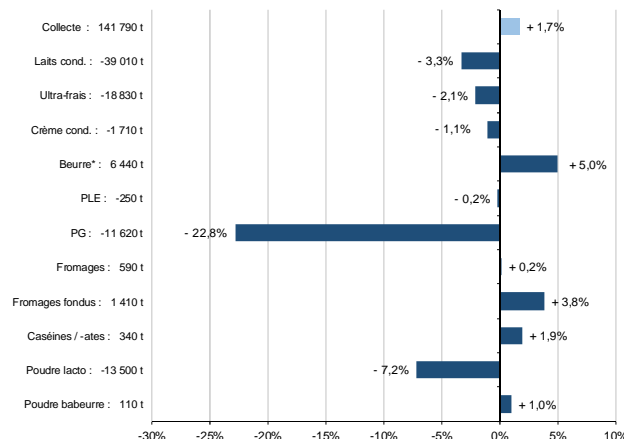
Des fabrications de beurre plus dynamiques

Les volumes supplémentaires de lait collectés sur les quatre premiers mois (+ 142 000 tonnes environ) ont été investis d'abord dans les fabrications de beurre, puis dans une moindre mesure dans celles de fromages au sens large. De ce choix résulte une moindre disponibilité en matière grasse pour les fabrications de crème et de poudre grasse.

La production de lait liquide et de produits ultra-frais est toujours sur une tendance baissière, à l'image de la consommation. Les fabrications de poudre de lait

sont quant à elles stables et restent donc à un niveau relativement bas comparativement à celui des années 2014 à 2016.

Évolution des fabrications de produits laitiers Données sur 4 mois



* Beurre et MGLA en équivalent beurre

Source : Enquête mensuelle laitière, FranceAgriMer

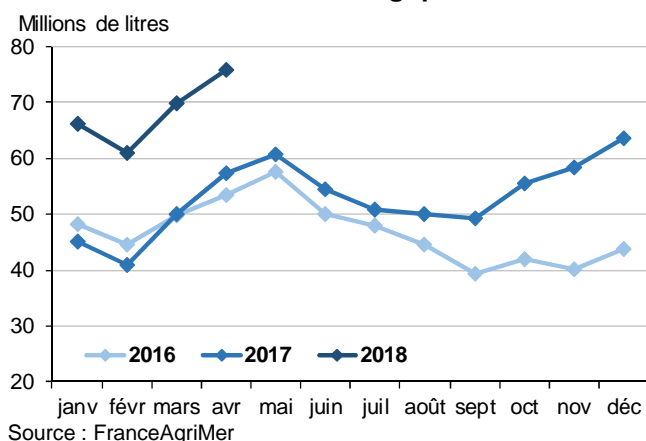
La consommation des ménages reste orientée à la baisse

La consommation des ménages est toujours à la peine sur les produits laitiers (et plus particulièrement issus de lait de vache conventionnel) d'après les données de Kantar Worldpanel sur 24 semaines s'arrêtant au 10 juin 2018. Les quantités achetées sont en repli pour l'ensemble des produits, avec des diminutions particulièrement prononcées sur le beurre (- 5,3 %), les disponibilités étant pourtant en hausse, sur l'ultra-frais (- 3,5 %), tous les segments étant en recul, et sur le lait de consommation (- 3,4 %). Dans le même temps, on observe des prix au détail supérieurs à ceux pratiqués en 2017 sur quasiment tous les produits : seuls les fromages frais affichent une baisse de 0,7 %. La hausse la plus significative concerne le beurre (+ 17,7 %), dont l'évolution des prix s'est « alignée » sur celle des prix du beurre vrac sortie industrie.

Lait biologique : en France, la collecte ne cesse de progresser...

Depuis le 4^e trimestre de 2017, de nouveaux producteurs de lait de vache biologique intègrent les effectifs de cette filière, après leur phase de conversion. On est ainsi passé de moins de 2 400 livreurs de lait bio en septembre 2017 à près de 3 000 livreurs en avril 2018, ce qui représente une augmentation de 26 %. La conséquence directe est une croissance de la collecte : depuis octobre 2017, les volumes collectés sont en augmentation de 32 à 50 % selon les mois. En 2017, la collecte de lait de vache bio a ainsi crû de 13,3 % (+ 74,6 millions de litres) ; depuis le début de l'année 2018, l'augmentation est de 41,0 %, soit + 79,4 millions de litres, donc un volume supplémentaire plus important en quatre mois que sur l'année 2017 complète.

Collecte de lait de vache biologique en France



Le prix du lait réel payé aux producteurs semble se stabiliser : il est en effet équivalent à celui pratiqué l'an dernier, en moyenne sur quatre mois, avec néanmoins un repli de 8,2 €/1 000 l au mois d'avril (par rapport à avril 2017), pour s'établir à 410,9 €/1 000 l.

Cette hausse de la collecte a permis de développer l'ensemble des fabrications de produits laitiers biologiques, notamment le lait liquide (+ 3,6 % sur quatre mois), dont la production avait reculé en début d'année 2017 en raison d'un repli de la collecte. Les fabrications de yaourts, 2^e produit bio en termes de volumes, progressent de 11 % (+ 1 749 tonnes), celles de beurre (3^e) de 34,9 % (+ 1 209 tonnes) et celles de fromages frais (4^e) de 40 % (+ 1 267 tonnes).

Le dynamisme de la demande des ménages français pour les produits biologiques ne se dément pas. Le panel Kantar indique une augmentation des volumes achetés pour l'ensemble de l'offre bio : de + 11,6 % pour les fromages frais (sur 24 semaines) à + 28,5 % sur les matières grasses allégées. Les achats de lait conditionné et de beurre progressent de 27 % environ tandis que ceux de yaourts sont en hausse de 13,0 % (ces trois produits représentant les postes les plus significatifs en termes de volumes). Les prix au détail de ces produits ont été revalorisés par rapport à 2017, sauf pour les fromages frais et les desserts lactés, mais les hausses sont souvent moins marquées que pour les produits homologues conventionnels (cas du lait liquide, du beurre, de la crème et des fromages).

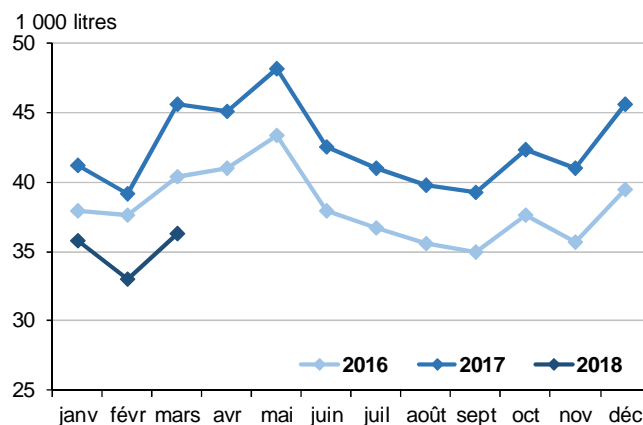
... tout comme en Allemagne et au Danemark

En Allemagne, premier pays producteur de lait de vache bio de l'Union européenne, la tendance est la même qu'en France : la collecte est en constante augmentation depuis 2012. En 2017, elle a progressé de 18,2 % pour atteindre 911,7 millions de litres ; en cumul sur janvier-avril 2018, elle a à nouveau augmenté de 28,6 % par rapport à la même période de l'année précédente (+ 80,2 millions de litres). Ces

volumes supplémentaires se traduisent par un développement des fabrications de produits laitiers bio, notamment de lait conditionné (7,5 % des fabrications de lait du pays en 2017), de fromages (2,0 %) et de beurre (3,2 %).

Au Danemark, 3^e pays producteur, la filière bio confirme également son dynamisme : la collecte est en effet en hausse de 23,4 % sur le 1^{er} trimestre 2018 (+ 30,2 millions de litres) après une augmentation de 4,9 % en 2017 (+ 24,5 millions de litres).

Collecte de lait de vache biologique en Autriche



Alors que la production autrichienne de lait bio était orientée à la hausse jusqu'en fin d'année 2017 (+ 11,5 %, soit + 52,6 millions de litres), la tendance s'est complètement inversée depuis janvier 2018 et le repli observé s'intensifie au fil des mois. En cumul sur trois mois, l'Autriche, 4^e producteur de l'UE, a ainsi produit 20,9 millions de litres de moins qu'en 2017 (- 16,6 %). La hausse de production de lait bio dans l'ensemble de l'Union européenne a pénalisé l'Autriche qui s'appuie sur des exportations de ses produits bio, notamment vers l'Allemagne. La demande ayant diminué, l'offre sur le marché intérieur autrichien a augmenté ce qui a déséquilibré la filière. Les laiteries n'ont pas pu écouler la totalité de la collecte de lait bio à des conditions tarifaires permettant de couvrir les frais plus élevés de cette filière. D'après les experts autrichiens, les producteurs de lait biologique redoutent une chute de leurs revenus.

Ont contribué à ce numéro : Myriam Ennifar (myriam.ennifar@franceagrimer.fr), unité Élevage / service Analyse économique des filières